



IPSOGEN
CANCER PROFILER

RAPPORT SEMESTRIEL 2012

IPSOGEN en quelques mots

« Profiler » de cancers, IPSOGEN développe et commercialise des tests de diagnostic moléculaire qui permettent de cartographier les maladies pour guider la décision des cliniciens et de leurs patients tout au long de leur parcours thérapeutique.

Avec déjà 80 références produits utilisées en routine dans le monde pour le diagnostic, le pronostic et le suivi de patients atteints de leucémie, et bénéficiant d'un portefeuille de plus de 400 clients parmi les centres experts dans le traitement des cancers, IPSOGEN occupe un positionnement de premier plan sur le marché de la médecine personnalisée.

Fort de ses partenariats scientifiques, cliniques et technologiques, et de son équipe pluridisciplinaire en France et aux États-Unis, IPSOGEN entend s'imposer en leader mondial du profilage moléculaire des cancers, et poursuivre le développement et la promotion des standards qui font la différence pour le patient, le corps médical et la société dans son ensemble.

IPSOGEN est, depuis juillet 2011, une filiale du groupe QIAGEN.

Au 30 juin 2012, IPSOGEN employait 76 personnes. Son siège social est situé à Marseille.

www.ipsogen.com

Plan du rapport semestriel 2012

#1	Rapport d'activité	4
	1. <i>Compte rendu de l'activité de la Société au cours du premier semestre 2012 - Évènements importants survenus au cours de la période et évènements récents</i>	4
	2. <i>Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée</i>	10
	3. <i>Évolution prévisible et perspectives d'avenir</i>	11
	4. <i>Évènements postérieurs à la clôture</i>	11
#2	Comptes consolidés résumés et annexes	12
	1. <i>Comptes consolidés</i>	13
	2. <i>Notes aux états financiers consolidés résumés</i>	18
#3	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	38

#1 RAPPORT D'ACTIVITÉ

1. Compte rendu de l'activité de la Société au cours du premier semestre 2012 - Évènements importants survenus au cours de la période et évènements récents

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2012 représente une hausse de 27 % par rapport à la même période en 2011.

Les produits montrent la plus grande performance avec une croissance de +31 % par rapport à 2011.

Le premier semestre 2012 affiche une progression très significative de nos ventes de produits, soit +31% par rapport au premier semestre 2011. Cette croissance est équilibrée pour l'ensemble de nos produits mais est plus marquée pour nos produits phares BCR-ABL et JAK2 (respectivement +35% et +31%). On note une forte dynamique liée au développement commercial du test BCR-ABL IS-MMR. Ce kit répond aux enjeux de standardisation des outils de diagnostic moléculaires, quels que soient les centres où sont traités et suivis les patients. IPSOGEN est pionnier dans ce domaine et le test est plébiscité par nos clients. Notre offre JAK2 bénéficie de l'élargissement de l'utilité de ce biomarqueur dans le domaine du suivi des patients, indication demandant une sensibilité accrue et une standardisation des tests, enjeux auxquels IPSOGEN a su répondre.

Les revenus de licences ont augmenté de 12 % par rapport au premier semestre 2011, en ligne avec nos prévisions.

Le premier semestre 2012 est fortement impacté par une reprise de provision de 2,6 M€ à la suite de l'extinction d'un risque de devoir s'acquitter d'un complément de redevances auprès d'entités tierces.

Aujourd'hui, IPSOGEN compte plus de 400 clients dans le monde et possède un portefeuille de 80 produits portant sur 17 biomarqueurs différents, adaptés aux besoins spécifiques de ses clients du monde de la santé.

1-1: Développements scientifiques

Les principaux développements scientifiques peuvent s'analyser comme suit :

1-1-1 : Cancers du sang (leucémies) et du cerveau

Poursuivant sa stratégie de renforcement de son portefeuille de brevets, la Société a acquis en janvier 2012, auprès de la société Personal Genome Diagnostics Inc., les droits exclusifs et mondiaux sur deux nouveaux biomarqueurs - les mutations des gènes IDH1 et IDH2 – qui ont un rôle clef dans le cancer du cerveau, la leucémie aiguë myéloïde (LAM) et d'autres cancers.

IDH1 (isocitrate dehydrogenase 1) et IDH2 (isocitrate dehydrogenase 2) sont des enzymes. Les mutations des gènes IDH1 et IDH2, découvertes en 2008 par les fondateurs de Personal Genome Diagnostics Inc, sont impliquées dans les cancers du cerveau, notamment les gliomes précoces et avancés. Différentes études ont depuis démontré une implication des mutations des gènes IDH1 et IDH2 dans la LAM et d'autres cancers. La découverte de ces mutations et de leur rôle dans le pronostic des gliomes a constitué une avancée majeure. En effet, les gliomes représentent plus de 80% des tumeurs malignes primaires du système nerveux central et dans ce domaine le besoin médical et pronostique reste très important.

Au nombre des projets de développement clés, citons la soumission de notre kit JAK2 auprès de la FDA (l'agence réglementaire américaine), mené en étroite collaboration avec les équipes de QIAGEN et qui se déroule selon le plan prévu. Nous avons initié la même démarche pour notre kit BCR-ABL.

Le projet de soumission de ces mêmes tests au Japon, conduit avec la société SYSMEX, se déroule selon le plan prévu.

1-1-2: Cancer du sein

IPSOGEN poursuit la validation clinique de son test GGI pour le cancer du sein en ayant recours à de larges cohortes d'échantillons d'essais cliniques dans le but de renforcer la valeur médicale du test dans un environnement très concurrentiel.

1-2 : Développements commerciaux

1-2-1 : Cancers du sang (leucémie)

La progression des ventes de notre test BCR-ABL IS-MMR de +35% atteste du succès de ce produit qui représente maintenant 26 % du chiffre d'affaires total de la Société. Cette contribution était de 24 % pour le premier semestre 2011 (à taux de change constant).

Comme l'atteste le rapport de l'Institut National du Cancer (INCa) intitulé « Synthèse de l'activité des plateformes hospitalières de génétique moléculaire des cancers en 2010 » et publié en début d'année, 25% des tests JAK2 réalisés sont maintenant dédiés à la quantification répétée de JAK2 V617F au cours du traitement. Ces tests permettent de suivre l'évolution du clone tumoral et d'améliorer le suivi des patients. Cette application vient compléter l'application diagnostique et représente un marché significatif et donc une opportunité majeure pour IPSOGEN. Cette application se développe aussi sur nos marchés à l'exportation.

1-2-2 : Autres indications

En réalisant l'acquisition d'une licence exclusive sur les biomarqueurs IDH1/2 auprès de Personal Genome Diagnostic, IPSOGEN se positionne désormais dans le gliome, un type de tumeurs qui représente plus de 80 % des tumeurs malignes primaires du système nerveux central et pour lequel le besoin médical et pronostique reste très important, et anticipe un lancement commercial en 2013 dans cette indication.

1-3 : Évolution des opérations

1-3-1 : Produits opérationnels

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

Au cours du premier semestre 2012, la Société a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 5 677 K€ par rapport à 4 485 K€ pour le premier semestre 2011 ce qui représente une augmentation de 27 % (+21 % à taux de change constant).

En K€*	30-juin-12	30-juin-11	Var. n/n-1	Var. n/n-1 Taux de change constant
CA total consolidé	5 677	4 485	+27 %	+21 %
<i>Dont CA Produits et Services</i>	<i>4 515</i>	<i>3 451</i>	<i>+31 %</i>	<i>+27 %</i>
<i>Dont CA Licences JAK2</i>	<i>1 162</i>	<i>1 034</i>	<i>+12 %</i>	<i>+3 %</i>

* Normes IFRS

Ce sont les ventes de kits de diagnostic qui montrent la plus forte croissance avec une hausse des revenus des produits de 31 % par rapport au premier semestre 2011.

Le lancement du nouveau test BCR-ABL IS-MMR est un succès : l'ensemble des kits BCR-ABL représente 26 % du chiffre d'affaires total de la Société par rapport à une contribution de 24 % au premier semestre 2011 (à taux de change constant).

Le biomarqueur JAK2 reste le produit phare de la Société en contribuant à 53 % du chiffre d'affaires total (kits et licences).

L'Europe et le reste du monde sont le marché dominant des ventes des kits de diagnostic IPSOGEN et ont globalement augmenté de 30 % par rapport au premier semestre 2011. Les ventes de kits BCR-ABL ont augmenté de 44 % et celles de JAK2 ont augmenté de 26 %. Le nouveau kit BCR-ABL IS-MMR a rencontré un succès avec des ventes représentant 47 % du global des ventes BCR-ABL (13 % au premier semestre 2011).

En Amérique du Nord, les ventes de kits ont progressé globalement à taux de change constant de 23 %, dont 24% pour les kits JAK2 et 10 % pour les kits BCR-ABL.

Augmentation des revenus de licences JAK2

Les revenus de licences ont augmenté de 12 % par rapport au premier semestre 2011.

Un positionnement international renforcé

Au plan géographique, et conformément aux anticipations, la Société accélère son déploiement à l'International au-delà des zones Europe et États-Unis. Les ventes de produits IPSOGEN en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique du Sud, en Océanie et en Afrique enregistrent en effet une progression de +51 %. Les meilleures performances sont enregistrées au Océanie et en Asie.

L'Europe est la première zone géographique en termes de contribution au chiffre d'affaires Groupe, totalisant 49 % des revenus de la Société à fin juin 2012.

1-3-2 : Marge brute : 76,7 %

La marge brute s'établit à 76,7 %, en diminution par rapport au premier semestre 2011 (79,4 %). Ce niveau de marge brute est très satisfaisant pour le secteur et montre la capacité de la Société à contrôler et à optimiser ses coûts de production.

1-3-3 : Charges opérationnelles et produits opérationnels non récurrents

Produits opérationnels non récurrents : 2,6 millions d'euros

A la suite de l'extinction d'un risque de devoir s'acquitter d'un complément de redevances auprès d'entités tierces, la provision de 2,6 M€ enregistrée au 31 décembre 2011 a été intégralement reprise. Le produit correspondant a été classé en « autres produits opérationnels ».

En application du référentiel comptable de la Société, les autres produits et charges opérationnels ne sont isolés au sein des charges opérationnelles que :

- en lien avec un événement majeur survenu pendant la période comptable, et
- dès lors que la non-présentation de ses impacts distinctement des autres éléments du résultat fausserait la lecture de la performance de la Société, et
- si les charges concernées sont des provisions/dépréciations potentiellement réversibles et les produits concernés proviennent de leur reversement.

Coûts marketing et commerciaux :
1,5 millions d'euros (-14 %)

La baisse des coûts marketing et commerciaux inclut l'effet des mesures de rationalisation des activités marketing et ventes d'IPSOGEN, prises afin de mieux satisfaire les besoins spécifiques de nos marchés. Cette nouvelle organisation a également permis une meilleure coordination entre les différentes zones géographiques pour le lancement de nouveaux produits.

En 2012, la croissance soutenue des ventes de kits valide la pertinence de cette stratégie.

Coûts de Recherche et Développement :
1,7 millions d'euros (+11 %)

La Société continue sa recherche active de nouveaux biomarqueurs pour compléter sa gamme actuelle.

Coûts Généraux et Administratifs :
1,3 millions d'euros (-1 %)

Les coûts généraux et administratifs sont stables. Il convient de noter qu'au 30 juin 2012, pour honorer la réalisation des objectifs et l'intégration de la Société dans le Groupe QIAGEN, une prime exceptionnelle de 0,3 M€ a été provisionnée ; et qu'au 30 juin 2011, les coûts généraux étaient également impactés par des coûts non récurrents tels que les frais d'avocats liés à la transaction avec QIAGEN et un redressement URSSAF pour un total de 0,2 M€.

1-3-4 : Situation de trésorerie

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les instruments financiers de placement ressortent à fin 2012 à 9,6 M€, à comparer aux 10,6 M€ à fin 2011.

La consommation de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et d'instruments financiers de placement de la Société s'est donc élevée à 1 M€ sur le premier semestre 2012.

1-3-5 : Système qualité

Sur le plan du système qualité, le LNE/G-MED, organisme de certification dans le domaine de la médecine et de la santé, a renouvelé la certification ISO13485 de la Société. Le renouvellement de cette certification valorise la pérennisation de la mise en œuvre du système qualité et son amélioration continue pendant cette période.

Cette année, la Société a obtenu la certification ISO9001, norme de management de la Qualité pour répondre aux exigences des clients.

1-3-6 : Effectif

Le nombre de salarié est stable par rapport à 2011 et s'établit à la fin du premier semestre 2012 à 76 : 69 en Europe et 7 aux États-Unis.

2. Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée

Les risques cités dans le rapport annuel 2011 sont toujours d'actualité et représentent l'exhaustivité des risques significatifs auxquels la Société est exposée à ce jour.

3. Évolution prévisible et perspectives

Les perspectives de ventes pour le deuxième semestre 2012 sont encourageantes avec une dynamique des ventes reposant sur de bons fondamentaux, notamment concernant nos tests phares BCR-ABL et JAK2. La Société reste très active dans l'exploration de nouvelles opportunités d'acquisition de droits sur des biomarqueurs importants dans le cancer et devrait concrétiser une acquisition dans ce domaine avant la fin de l'année. Les collaborations avec QIAGEN, notre actionnaire principal, sont fructueuses et permettent à la Société de progresser, notamment dans son objectif d'enregistrement de ses tests principaux par l'agence réglementaire américaine. QIAGEN est un soutien majeur tant en matière d'avancée des discussions avec la FDA que dans la mise en place des certifications nécessaires à la soumission et à la fabrication de tests enregistrés à la FDA.

Vincent Fert, Directeur Général d'IPSOGEN, conclut : *« le premier semestre 2012 a été marqué par une croissance de nos ventes remarquable, validant les options stratégiques de développement que nous avons prises ces dernières années et démontrant l'efficacité de nos opérations commerciales dans un marché concurrentiel. Notre intégration au sein du groupe QIAGEN se déroule selon le plan prévu et apporte à la Société les éléments essentiels pour nourrir une croissance soutenue dans le domaine, lui-même croissant, de la médecine personnalisée ».*

4. Évènements postérieurs à la clôture

Néant.

Le conseil d'administration

Le 29 août 2012

Peer M. Schatz

Président du conseil d'administration

#2 COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET ANNEXES

1. Comptes consolidés

1-1 : Bilan

En K€	Note	Au 30 juin 2012	Au 31 décembre 2011
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2-3	2 854	3 950
Instruments financiers courants	2-4	3 649	3 549
Créances clients, nettes	2-5	2 354	2 037
Stocks, nets	2-6	1 003	858
Crédit d'impôt recherche - Part à moins d'un an	2-17	1 256	854
Créances courantes et charges constatées d'avance	2-7	428	652
<i>Total de l'actif courant</i>		<i>11 544</i>	<i>11 900</i>
Actif non courant			
Immobilisations corporelles, nettes	2-8	1 495	1 184
Immobilisations incorporelles, nettes	2-9	4 858	4 609
Crédit d'impôt recherche - Part à plus d'un an	2-17	-	-
Impôt différé actif		-	-
Instruments financiers non courants	2-10	3 111	3 071
Autres actifs non courants	2-11	361	613
<i>Total de l'actif non courant</i>		<i>9 825</i>	<i>9 477</i>
TOTAL DE L'ACTIF		21 368	21 377
Passif courant			
Dettes fournisseurs		1 460	1 592
Autres passifs courants	2-12	487	201
Dettes fiscales et sociales	2-13	1 608	1 817
Dettes financières à long terme - Part à moins d'un an	2-14	106	103
Engagements de crédit-bail – Part à moins d'un an	2-14	125	122
Avances – Part à moins d'un an	2-14	140	140
<i>Total du passif courant</i>		<i>3 927</i>	<i>3 975</i>
Passif non courant			
Avances - Part à plus d'un an	2-14	500	500
Dettes financières à long terme – Part à plus d'un an	2-14	940	978
Engagements de crédit-bail – Part à plus d'un an	2-14	239	294
Provisions	2-15	16	2 594
Provision pour indemnités de fin de carrière		114	102
Produits constatés d'avance et autres passifs non courants	2-17	1 330	1 419
<i>Total du passif non courant</i>		<i>3 139</i>	<i>5 887</i>

Capitaux propres			
Capital social	2-16	1 089	1 089
Primes d'émission		29 109	29 109
Réserves et résultat consolidé		(15 895)	(18 683)
<i>Total des capitaux propres part du groupe</i>		<i>14 303</i>	<i>11 515</i>
Intérêts minoritaires			
<i>Total des capitaux propres</i>		<i>14 303</i>	<i>11 515</i>
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		21 368	21 377

1-2 : Compte de résultat

En K€	Note	Semestre clos le 30 Juin	
		2012	2011
Chiffre d'affaires		5 677	4 485
Produits et services		4 515	3 451
Revenus de licence		1 162	1 034
Financements publics de dépenses de recherche	2-17	328	243
Produits opérationnels		6 005	4 728
Coût des ventes		1 324	921
Marge brute		77%	79%
Coûts marketing et commerciaux		1 525	1 770
Coûts de recherche et développement		1 732	1 555
Coûts généraux et administratifs		1 331	1 346
Charges opérationnelles courantes *		5 913	5 493
Autres produits / charges opérationnels	2-20	(2 578)	
Résultat opérationnel		2 670	(865)
Produits financiers	2-21	335	107
Charges financières	2-21	(69)	(93)
Impôt sur les sociétés	2-22	-	-
RÉSULTAT NET		2 936	(851)
Résultat net par action	2-25	0,54	(0,17)
Résultat net dilué par action	2-25	0,54	(0,17)

* Incluant le coût des ventes

1-3 : État du résultat global

En K€	Note	Semestre clos le 30 juin	
		2012	2011
Résultat net		2 936	(851)
Autres éléments du résultat global :			
Différences de conversion		(148)	(100)
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		-	-
Paielements en actions		-	196
Impôt sur les sociétés relatif aux autres éléments du résultat global		-	-
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt		(148)	96
RÉSULTAT GLOBAL		2 789	(755)
Revenant aux actionnaires de la Société		2 789	(755)
Intérêts minoritaires		-	-

1-4 : Tableau des flux de trésorerie

En K€	Note	Semestre clos le 30 Juin		Exercice clos le 31 décembre 2011
		2012	2011	
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Résultat net de la période		2 936	(851)	(5 647)
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux activités opérationnelles				
Amortissements et dépréciations		280	225	1 854
Provisions	2-15	(2 567)	61	2 597
Plus ou moins values de retraits d'actifs		14		
Variation du besoin en fonds de roulement		(941)	(807)	314
Paievements en actions			196	203
Ecart de change sur prêt intragroupe recyclé en résultat		(157)		
Charges d'intérêt		27	17	36
Trésorerie nette provenant des/ (absorbée par les) opérations		(408)	(1 159)	(642)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	2-8	(480)	(58)	(154)
Acquisition et production d'immobilisations incorporelles	2-9	(371)	(563)	(1 579)
Crédit d'impôt recherche relatif aux frais de développement				376
Acquisition d'instruments financiers de placement				(3 000)
Cession ou échéance d'instruments financiers de placement			1 100	3 600
Variation des autres actifs non courants		255	(113)	(184)
Trésorerie nette provenant des / (absorbée par les) activités d'investissement		(596)	366	(940)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Produit net de l'émission d'actions en numéraire				2 489
Produit net de l'émission de bons de souscription d'actions			2	2
Transactions sur actions propres			105	179
Souscription d'emprunts				850
Remboursements d'avances, dettes financières et crédit-bail		(97)	(89)	(268)
Intérêts décaissés		(12)	(17)	(36)
Trésorerie nette provenant des activités de financement		(109)	1	3 216
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(1 113)	(792)	1 633
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2-3	3 950	2 381	2 381
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie		16	(124)	(65)
Variation des plus-values latentes sur équivalents de trésorerie				1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2-3	2 853	1 465	3 950

1-5 : État des variations des capitaux propres

(En K€)	Nbre d'actions	Capital Social	Primes d'émission	Réserves	Total	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2010	5 066 213	1 013	26 695	(13 411)	14 297	0	14 297
Emission de BSA mars 2011			2		2		2
Transactions sur actions propres				105	105		105
Résultat global de la période				(755)	(755)		(755)
Solde au 30 juin 2011	5 066 213	1 013	26 697	(14 061)	13 649		13 649

(En K€)	Nbre d'actions	Capital Social	Primes d'émission	Réserves	Total	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2011	5 445 583	1 089	29 109	(18 683)	11 515		11 515
Transactions sur actions propres							
Résultat global de la période				2 788	2 788		2 788
Solde au 30 juin 2012	5 445 583	1 089	29 109	(15 895)	14 303		14 303

2. Notes aux états financiers consolidés résumés

2-1 : Présentation de La Société et faits marquants de la période

IPSOGEN SA (« la Société ») est une société de diagnostic moléculaire, spécialisée dans le développement et la commercialisation de tests diagnostiques dans le domaine de l'oncologie. IPSOGEN a été constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée et a été transformée en société anonyme le 20 mars 2008. La Société est cotée sur le marché Alternext depuis le 10 juin 2008. Alternext est un marché organisé sur lequel il n'existe pas d'obligation d'appliquer le référentiel IFRS. La Société a décidé d'appliquer le référentiel IFRS sur une base volontaire.

La Société est filiale de QIAGEN N.V. depuis le mois de juillet 2011.

Au 30 juin 2012, la Société avait environ 80 produits commercialisés et de nombreux autres en développement.

Les activités de la Société n'ont pas un caractère saisonnier.

Ces états financiers selon les normes IFRS ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 29 Août 2012.

2-2 : Principes comptables

2.2.1 Déclaration de conformité

Les états financiers semestriels résumés de la Société au 30 juin 2012 ont été établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire ». L'information et les notes détaillées ci-après ont été préparées sur la base des normes et interprétations adoptées au 30 juin 2012 et applicables à compter du 1er janvier 2012.

2.2.2 Méthodes comptables

Les comptes consolidés semestriels ont été préparés sur la base du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2012.

Les méthodes comptables appliquées sont les mêmes que celles retenues pour l'établissement des états financiers consolidés annuels clos au 31 décembre 2011. Les comptes semestriels ont été établis sous une forme résumée, en retenant une sélection de notes annexes aux états financiers.

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou

appréciations. Ces hypothèses ou estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les jugements, estimations, hypothèses utilisés pour la clôture des comptes semestriels sont les mêmes que pour les comptes annuels à l'exception :

- des provisions pour retraite (qui font l'objet d'une extrapolation de la dernière évaluation actuarielle disponible),
- des provisions pour primes et intéressement qui font l'objet d'une estimation en fonction des objectifs et perspectives de résultats annuels 2012.

NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS PUBLIÉS, ENTRÉS EN VIGUEUR EN 2012

Les normes, amendements et interprétations suivants, d'application obligatoire en 2012, sont sans effet significatif sur les comptes de la Société :

- IFRS 7 relatif aux informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers.

NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS PUBLIÉS, NON ENCORE ENTRÉS EN VIGUEUR EN 2012 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ ADOPTÉS PAR ANTICIPATION

Les normes, interprétations et amendements suivants, publiés par l'IASB mais non adoptés par l'Union Européenne, ne devraient pas être applicables aux activités de la Société dans leurs modalités actuelles ou sans incidence significative attendue sur ses comptes :

- Amendements IFRS 7, Informations à fournir - Compensation des actifs et passifs financiers ;
- IFRS 9, Instruments financiers ;
- Amendements IFRS 7 et IFRS 9, date d'application obligatoire et information à fournir sur la transition ;
- IFRS 10, États financiers consolidés ;
- IFRS 11, Accords conjoints ;
- IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ;
- Amendements IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, Dispositions transitoires ;
- IFRS 13, Évaluation à la juste valeur ;
- Amendement IAS 1, Présentation des Autres Éléments du Résultat Global ;
- Amendement IAS 12, Impôts différés liés à des actifs réévalués ;
- IAS 19 Révisée, Avantages aux personnels ;
- IAS 27 Révisée, États financiers individuels ;
- IAS 28 Révisée, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ;
- Amendements IAS 32, Compensation d'actifs et de passifs financiers.

2-3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
Dépôts bancaires à court terme	2 242	3 339
Équivalents de trésorerie	612	611
Total	2 854	3 950
Dont plus-values latentes	0	0

Les équivalents de trésorerie sont essentiellement composés de parts de Fonds Communs de Placement monétaires court terme.

2-4 : Instruments financiers de placement

Les instruments financiers de placement incluent les investissements de trésorerie en valeurs mobilières de placement dont l'échéance est supérieure à 3 mois à l'origine. Les échéances supérieures à 1 an à la clôture de l'exercice sont présentées au bilan sur la ligne Instruments financiers non courants.

Les instruments financiers de placement s'analysent, par a) nature et par b) échéance de la manière suivante:

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
a)		
Titres de créances négociables	50	50
Comptes bancaires à terme	6 654	6 514
SICAV et FCP	56	55
Total	6 760	6 619
b)		
dont :		
Instruments financiers courants	3 649	3 549
Instruments financiers non courants	3 111	3 069
Total	6 760	6 618

2-5 : Créances clients, nettes

Ce poste s'analyse comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
Créances clients brut	2 354	2 037
Dépréciation		
Créances clients nettes	2 354	2 037

La Société vend ses produits à plus de 400 clients à travers le monde. Au premier semestre 2012, son premier client a représenté environ 8% de son chiffre d'affaires. Par ailleurs, la Société a mis en place des procédures de suivi de l'encours client qui limitent les risques en cas de défaillance d'un client.

Une partie significative de ses clients sont des hôpitaux publics dont les risques de défaillance sont très faibles voire nuls.

L'antériorité des créances arrivées à échéance est non significative.

2-6 : Stocks, nets

Les stocks, nets s'analysent comme suit :

(Montants en K€)	31.12.2011	Augmentation	Diminution	Dépréciation	30.06.2012
Matières premières et approvisionnements	235	220	-235		220
Produits en cours	196	202	-196		202
Produits finis	426	602	-426	21	581
Total	857	1 024	-857	21	1 003

Aucun stock n'a été donné en nantissement.

2-7 : Créances courantes et charges constatées d'avance

Les créances courantes et charges constatées d'avance s'analysent comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
Avances fournisseurs	62	39
Organismes fiscaux (TVA)	196	446
Autres créances	0	4
Charges constatées d'avance	170	162
Total	428	652

2-8 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

(Montants en K€)	31.12.2011	Augment.	Dimin.	Conversion	30.06.2012
Installations générales et agencements des constructions	1 378	454		17	1 849
Matériel de laboratoire	1 346	12		0	1 358
Matériel informatique et mobilier	411	15		2	428
Total, brut	3 135	481	0	19	3 635
Amortissement cumulé des installations générales et agencements des constructions	834	42		17	893
Amortissement cumulé du matériel de laboratoire	797	88			885
Amortissement cumulé du matériel informatique et mobilier	320	40		2	362
Total des amortissements cumulés	1 951	170	0	19	2 140
Total net	1 184	311	0	0	1 495

L'augmentation des installations générales et agencements de constructions s'explique par la mise en service des agencements de l'unité logistique ainsi que de la réfection des anciens bâtiments.

Les biens financés dans le cadre de crédits baux ou de locations longue durée correspondant à des contrats de location financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles conformément à IAS 17. Le matériel de laboratoire inclut à ce titre les montants suivants :

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
Valeur brute	594	594
Amortissements	276	204
Total Net	318	390

Il n'y a pas eu de constatation de pertes de valeur en application de la norme IAS 36, ni utilisation de la juste valeur en qualité de coût présumé d'une immobilisation corporelle.

Aucune immobilisation corporelle n'a été donnée en nantissement.

2-9 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
Brevets, licences	763	763
Logiciels	134	128
Frais de développement	3 204	2 621
Frais de développement en cours	2 214	2 439
Total brut	6 315	5 951
Amortissement cumulé des brevets, licences	207	189
Amortissement cumulé des logiciels	141	125
Amortissement et dépréciation cumulés des frais de développement	1 111	1 028
Total des amortissements cumulés	(1 459)	(1 342)
Total net	4 856	4 609

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles représentent une part non significative du coût de production sur les exercices présentés.

Les frais de développement liés au projet du test de grade génomique (cancer du sein) et mis en œuvre pour la préparation d'un test adressant le marché américain sont dépréciés, depuis le 31 décembre 2011, en totalité pour un montant de 782 milliers d'euros. La dépréciation a été maintenue au 30 juin 2012.

Il n'y a pas eu de constatation de pertes de valeur, ni utilisation de la juste valeur en qualité de coût présumé d'une immobilisation incorporelle.

2-10 : Instruments financiers non courants

Les instruments financiers non courants s'analysent comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
Titres de créances négociables	-	-
Comptes à terme	3 055	3 014
Fonds commun de placement	56	55
Total	3 111	3 069

2-11 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants s'analysent comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
Dépôts et cautionnements	161	158
Titres de créances négociables nantis	200	200
Contrat de liquidité	-	255
Total	361	613

Les dépôts et cautionnements versés n'ont pas fait l'objet d'une actualisation, compte tenu de l'incidence non significative et en l'absence d'échéancier de recouvrement.

La Société a mis fin au contrat de liquidité le 27 janvier 2012.

2-12 : Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'analysent comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
Clients, avances et acomptes, avoirs à établir	61	8
Produits constatés d'avance	56	-
Instrument financier dérivé	20	-
Charges à payer et autres	350	193
Total	487	201

2-13 : Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se ventilent comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
Dettes fiscales	103	359
Dettes sociales	1 505	1 458
Total	1 608	1 817

Les dettes sociales comprennent la provision pour congés payés et les charges sociales correspondantes, les charges sociales du mois de juin et du 2^{ème} trimestre à payer (à payer le 15 juillet), ainsi que les primes à payer au personnel et les charges sociales correspondantes. Ces primes comprennent les rémunérations variables sous forme d'intéressement et de bonus.

Pour honorer la réalisation des objectifs et l'intégration de la Société dans le Groupe QIAGEN, une prime exceptionnelle de 0,3 M€ a été provisionnée au 30 juin 2012. Cette prime sera versée aux salariés en août 2012.

Les dettes sociales au 31 décembre 2011 incluaient également des éléments non récurrents tels que des indemnités de rupture et des pénalités, faisant suite à un contrôle URSSAF, mises en recouvrement pour un montant global de 0,2 M€.

2-14 : Dettes financières, avances et crédit-bail

DETTES FINANCIÈRES

Les dettes financières s'analysent comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
Emprunt CIC	181	205
Emprunt MM	170	196
Emprunt OSEO PTZI	695	680
Total	1 046	1 081
dont Part à moins d'un an	106	103
dont Part à plus d'un an	940	978

Les deux emprunts contractés auprès du CIC et de la banque Martin Maurel s'élèvent chacun à 300 K€ à l'origine. Chacun de ces emprunts est garanti par le nantissement de titres de créances négociables pour 100 K€, soit 200 K€ au total (cf. note 2-11). Le taux d'intérêt moyen s'élève à 4,9% par an.

Un emprunt à taux 0 (prêt PTZI) a été obtenu auprès d'OSEO pour le financement du développement de tests diagnostiques prometteurs. Cet emprunt s'élève à 850 K€. Sa durée est de 30 trimestres dont 11 trimestres différés à dater du 14 décembre 2011. Ce prêt accordé

par le gouvernement a été comptabilisé et évalué selon les dispositions d'IAS 39. En conséquence, la dette a été enregistrée à sa juste valeur avec une décote de manière à ramener son taux d'intérêt effectif (TIE) à celui d'une dette normale estimé à 4,5% par an. La contrepartie de la décote, l'avantage octroyé, est traité comme une subvention selon les dispositions de la norme IAS 20. En l'application de ces principes, la dette a été évaluée à 695 K€ et la subvention correspondant à l'avantage accordé à 170 K€. Ce montant a été constaté en produits constatés d'avance (cf. note 2-17).

AVANCES

Ce poste comprend un financement OSEO, dont tout ou partie est remboursable en fonction du succès technique ou commercial des projets financés.

Les projets financés sont essentiellement axés sur le développement d'une gamme de tests d'analyse moléculaire des tumeurs du sein par puces à ADN.

A ce titre, une somme totale de 740 K€ a été accordée par OSEO, intégralement versée au 31.12.2010.

Un premier remboursement sur cette avance a été effectué en septembre 2011 pour un montant de 100 K€. Les remboursements s'échelonnent jusqu'en 2015, dont 140 K€ en septembre 2012.

FINANCEMENTS EN CRÉDIT-BAIL

Les engagements minima futurs au titre des contrats de crédit-bail en cours au 30 juin 2012 s'analysent comme suit :

(Montants en K€)	
A moins d'1 an	125
De 1 à 5 ans	261
A plus de 5 ans	-
Total des engagements minima	386
Moins : part représentative des intérêts	22
Valeur actuelle des engagements minima	364
Moins : échéances à moins d'un an	125
Financement en crédit-bail - part à plus d'un an	239

La valeur actuelle des engagements minima futurs au titre des contrats de crédit-bail en cours au 30 juin 2012 s'analyse comme suit :

(Montants en K€)	
A moins d'1 an	125
De 1 à 5 ans	239
A plus de 5 ans	-
Valeur actuelle des engagements minima	364

2-15 : Provisions

La variation des provisions s'analyse comme suit :

(Montants en K€)	31.12.2011	Augmentation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	30.06.2012
Provisions pour litiges	2 594			2 578	16
Total	2 594			2 578	16

Au 30 juin 2012, ce poste est relatif à des litiges avec des salariés.

A la suite de l'extinction d'un risque de devoir s'acquitter d'un complément de redevances auprès d'entités tierces, la provision de 2 578 K€ enregistrée au 31 décembre 2011 a été intégralement reprise sur le premier semestre 2012.

2-16 : Capital social, primes d'émission et réserves

a) Capital émis

Au 30 juin 2012, le capital social s'élève à 1 089 116,60 €. Il est composé de 5 445 583 actions de 0,2 € de valeur nominale.

b) Bons de souscription d'actions, bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, options de souscription ou d'achat d'actions

Il n'existe plus de bons en circulation après exercice, au deuxième semestre 2011, lors de la prise de contrôle par le groupe QIAGEN.

c) Primes d'émission et réserves

Les éléments constitutifs des réserves et primes d'émission sont décrits dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

Aucun dividende n'a été versé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

2-17: Subventions et financements publics

La Société reçoit des aides de l'État français, de l'Union Européenne et des collectivités publiques locales françaises sous plusieurs formes :

- avances conditionnées remboursables sous certaines conditions,
- subventions d'investissement ou d'exploitation, et
- crédits d'impôt recherche.

a) Subventions et financements publics conditionnés

Les avances conditionnées et emprunts auprès des collectivités publiques font l'objet d'un contrat avec l'Agence Nationale de Valorisation de la Recherche (ANVAR ou OSEO).

Une aide à l'innovation d'un montant de 740 K€ a été accordée en décembre 2008 pour le projet cancer du sein (Cf. Note 2-14 « Avances »).

b) Subventions d'exploitation

Depuis sa création, la Société reçoit, en raison de son caractère innovant, un certain nombre d'aides ou subventions de l'État ou des collectivités publiques destinées à financer son fonctionnement ou des recrutements spécifiques.

A la différence des avances conditionnées :

- la Société a l'assurance de se conformer aux conditions attachées à ces subventions,
- ces subventions ne sont pas remboursables.

Ces subventions sont comptabilisées dans le compte de résultat sur l'exercice de rattachement aux charges ou dépenses correspondantes.

c) Crédit d'impôt recherche

La Société bénéficie des dispositions des articles 244 quater B et 49 septies F du Code Général des Impôts relatives au crédit d'impôt recherche. Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en financements publics de dépenses de recherche au cours de l'année à laquelle se rattachent les dépenses de recherche éligibles.

La fraction du crédit d'impôt recherche rattachable aux frais de développement immobilisés est comptabilisée en produits constatés d'avance, et reprise au compte de résultat au même

rythme que l'amortissement, le cas échéant la dépréciation, des frais de développement auxquels il se rattache. Au 30 juin 2012, cette fraction s'élève à 1 159 K€.

Le remboursement immédiat de la créance de crédit d'impôt recherche, instauré sans le cadre des mesures de relance de l'économie en 2008, a été pérennisé en 2010 pour les sociétés répondant à la définition des PME communautaires.

Le tableau suivant présente l'évolution de la créance de crédit d'impôt recherche :

(Montants en K€)	30.06.2012	31.12.2011
CIR 2011	849	849
CIR 2012	407	
CIR net	1 256	849

d) Emprunt à taux zéro (PTZI)

Un prêt à taux 0 (PTZI) a été accordé par OSEO en décembre 2011 pour un montant de 850 K€. Comme indiqué en note 2-14, l'avantage financier correspondant à l'absence d'intérêt a été traité comme une subvention d'investissement. Il figure dans les produits constatés d'avance au 30 juin 2012 pour 170 K€.

2-18 : Charges de personnel

La Société employait 76 personnes au 30 juin 2012 ; 69 salariés employés par IPSOGEN SA et 7 par IPSOGEN Inc.

Les frais de personnel s'analysent comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	30.06.2011
Salaires et traitements, primes et bonus	2 478	2 120
Charges sociales	921	757
Paiements en actions	0	196
Charges du personnel	3 399	3 073

L'analyse des charges par nature est présentée en Note 2-26.

2-19 : Paiements en actions

Depuis début 2012, aucun bon de souscription d'action ou bon de souscription de parts de créateur d'entreprise ne demeure non exercé.

Au 30 juin 2011, les paiements en actions concernaient tous les bons (BSA/BSPCE) attribués à des employés ou à des prestataires de services. Ils ont été enregistrés en charges.

Les principales hypothèses utilisées pour la détermination de la charge résultant de paiements en actions par application du modèle Black-Scholes de valorisation des options ont été les suivantes :

- taux d'intérêt sans risque : taux des emprunts d'État de la durée correspondant au plan considéré, en vigueur à la date de l'attribution,
- dividende : néant, et
- volatilité : 40%.

Les prix d'exercice, durée d'utilité estimée et juste valeur des actions sous-jacentes à la date d'attribution des bons ont été utilisés pour la valorisation de chaque catégorie de rémunérations en actions.

La charge correspondante est ventilée dans les sections analytiques, comme les autres éléments de rémunération, comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	30.06.2011
Coût de production Produits		3
Coût de production Services		
Coûts marketing et commerciaux		84
Coûts de recherche et développement		26
Coûts généraux et administratifs		83
Total de la charge IFRS 2	0	196

2-20 : Autres produits et charges opérationnels, nets

Les autres produits opérationnels concernent la reprise de la provision couvrant un risque de devoir s'acquitter d'un complément de redevances auprès d'entités tierces (note 2-15) pour 2 578 K€.

2-21 : Produits et charges financiers, nets

Les produits / (charges) financiers s'analysent comme suit :

(Montants en K€)	30.06.2012	30.06.2011
Produits financiers	335	107
Charges financières	69	93
Produits et charges financiers, nets	266	14

Les produits financiers proviennent des plus-values et des produits d'intérêt générés par les valeurs mobilières de placement et les placements financiers (comptes à terme).

Le produit d'intérêt total sur les comptes à terme s'est élevé à 146 K€ pour le premier semestre 2012 (96 K€ pour la même période en 2011).

Les gains et pertes de change ont représenté un gain net de 150 K€ au cours du premier semestre 2012 (une perte nette de 65 K€ pour la même période en 2011). Dans le cadre de la formalisation et du commencement d'exécution du plan de remboursement du prêt consenti à sa filiale IPSOGEN Inc, la Société a déqualifié ce prêt pour l'application de la méthode de l'investissement net décrite en Note 2.2.4 aux états financiers consolidés annuels. Le gain de change constaté à ce titre au cours du premier semestre 2012, au sein des produits financiers, s'élève à 157 K€.

La charge d'intérêt a été de 31 K€ pour le premier semestre 2012 (18 K€ pour la même période en 2011), incluant 15 K€ de charge notionnelle sur le prêt PTZI (notes 2-14 et 2-17).

Au cours du premier semestre 2012, la Société a opté pour des techniques de couverture et a eu recours à un instrument dérivé. En effet, afin de se prémunir partiellement des variations du cours Euro / US Dollar, la Société a souscrit un contrat de change à terme au jour le jour pour une enveloppe globale de 0,5 M€. La mise en place de l'instrument dérivé a conduit à la comptabilisation d'une perte de change latente de 21 K€.

2-22 : Impôts sur les sociétés

Selon la législation en vigueur en France, la Société dispose de déficits fiscaux indéfiniment reportables pour un montant total de 16,3 millions d'euros au 30 juin 2012. Compte tenu de l'historique de pertes fiscales et de son stade de développement, qui ne permet pas d'établir des projections de résultat jugées suffisamment fiables, la Société ne comptabilise pas d'actifs d'impôt différé correspondant à ces déficits fiscaux en France. Au 30 juin 2012, le taux d'impôt applicable en France était de 33,33%.

Le contrôle fiscal concernant les exercices 2007, 2008 et 2009 qui s'est terminé en début d'exercice 2011 n'a donné lieu à aucun redressement.

Selon la législation en vigueur aux États-Unis, la Société dispose de déficits fiscaux reportables qui s'analysent comme suit au 30 juin 2012 :

- 4,0 millions USD de déficits pour l'impôt fédéral reportables pendant 20 ans à compter de la date de création au taux de 15 %,
- 5,5 millions USD sur l'impôt local reportables de 5 à 20 ans et à un taux différent en fonction de l'État concerné.

Compte tenu de l'historique de pertes fiscales, de son stade de développement, qui ne permet pas d'établir des projections de résultat jugées suffisamment fiables, et de la réorganisation des activités du groupe aux États-Unis envisagée pour le second semestre 2012, la Société ne comptabilise pas d'actifs d'impôt différés correspondant à ces déficits fiscaux aux États-Unis.

2-23 : Engagements

OBLIGATIONS AU TITRE DES CONTRATS D'ACHAT DE DROITS SUR LICENCES

Les contrats d'achat de droit de licence signés par la Société mettent en général à sa charge tout ou partie des frais de dépôt, d'examen et d'extension de brevet ainsi que ceux concernant leur protection et rendent la Société redevable envers le propriétaire de la licence de paiements forfaitaires à l'acquisition et de redevances en fonction des ventes réalisées ou d'étapes atteintes.

OBLIGATIONS AU TITRE DES CONTRATS D'OPTIONS SUR LICENCES

La société signe des contrats d'options sur licence au titre desquels elle obtient un droit lui permettant d'obtenir, à terme, une licence selon des conditions prédéfinies (coûts d'accès, redevances, paiements d'étapes éventuels...). Le contrat d'option garantit un accès exclusif à la technologie pendant une période donnée ce qui permet à la Société de réaliser une évaluation sur la technologie. L'exercice de l'option est à l'initiative de la Société. En contrepartie, la Société prend en charge une partie des coûts d'accès à la technologie et un montant additionnel lors de l'exercice de l'option.

OBLIGATIONS AU TITRE DE LA COPROPRIÉTÉ DE DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les accords de licence co-exclusive sur des marqueurs ou des technologies entraînent généralement pour la Société un paiement forfaitaire à la signature du contrat puis des redevances sur ventes, souvent couplées à des minima. Par ailleurs, la Société peut partager les coûts de propriété intellectuelle passés, présents et futurs sur les droits objets de l'accord.

OBLIGATIONS AU TITRE D'UN CONTRAT À LONG TERME DE FOURNITURE ET DE PRODUCTION

Néant.

OBLIGATIONS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La Société a contracté pour la location de ses locaux à Marseille un bail commercial de 9 ans qui a débuté le 24 novembre 2003. Le contrat porte sur environ 900 m² dans lesquels sont installés les bureaux et les laboratoires de recherche et développement. Le loyer fait l'objet d'une actualisation annuelle automatique à partir du premier jour du terme sur la base de l'indice du coût de la construction. Pour le premier semestre 2012, le loyer charges comprises était de 50 K€.

Afin d'accompagner sa croissance, et pour accueillir sa nouvelle unité de production, la Société a signé fin 2009 un nouveau bail pour une surface d'environ 500 m² se situant en face des locaux cités ci-dessus. Le bail signé est pour une durée minimale de 6 ans et sur la base d'un tarif avantageux, la Société en contrepartie assurant le second œuvre des locaux. Pour le premier semestre 2012, le coût de location de ce second bâtiment s'est élevé à 26 K€, charges comprises.

La Société a signé en avril 2011 un bail pour une durée de 9 ans et pour une surface d'environ 300 m². Le loyer annuel stipulé est de 27 K€, toutefois une franchise totale a été obtenue jusqu'au 30 juin 2012 compte tenu que les locaux ont été livrés non aménagés.

Dans le cadre de la fermeture prévue des locaux de Stamford, les loyers à verser, sans contrepartie d'occupation, et l'intégralité des coûts liés à la fin du bail ont été provisionnés dans les comptes au 31 décembre 2011 et les engagements résiduels sont non significatifs.

2-24 : Relations avec les parties liées

Les rémunérations présentées ci-après, octroyées aux membres du Conseil d'Administration de la Société, ont été comptabilisées en charges au cours des semestres présentés :

(Montants en K€)	30.06.2012	30.06.2011
Membres du Conseil d'Administration (salaires et traitements)	222	206
Jetons de présence	-	-
Paiements en actions aux membres du Conseil d'Administration	-	15

Le tableau ci-dessus n'inclut pas l'incidence des prestations de services fournies par des administrateurs non salariés. Le détail de ces prestations de services est détaillé ci-dessous :

- En janvier 2011, la Société a renouvelé le contrat de consultant qui avait été conclu avec M. Guillaume Connan, membre du conseil d'administration. Dans le cadre de ce contrat, M. Connan assiste la Société dans les domaines de l'évaluation, et de la mise en œuvre de décisions d'ordres financier et stratégique pour un coût mensuel de 2 K€. Ce contrat renouvelé a donné lieu à une charge de 12 K€ sur le premier semestre 2012.
- En août 2011, un contrat de services a été signé entre la Société et QIAGEN Shared Services Inc. aux États-Unis. Dans le cadre de ce contrat, QIAGEN assiste IPSOGEN Inc

dans les domaines de l'administration de la filiale et des finances pour un montant mensuel de 5 000 dollars américains, hors frais annexes, à partir du 1^{er} octobre 2011 (8 000 dollars pour les deux premiers mois – août et septembre 2011). Cet accord a donné lieu à une charge de 44 681 dollars soit 34 291 euros sur le premier semestre 2012.

Certains contrats de licences pour l'exploitation de brevets, signés par le groupe QIAGEN pour l'intégralité de ses activités, se sont substitués à ceux antérieurement signés par la Société avec les mêmes tiers. Dans ce nouveau cadre, les redevances dues aux tiers concernés sont désormais déclarées par QIAGEN et refacturées à l'identique par QIAGEN à la Société. La Société considère que ces transactions ne sont pas incluses dans le périmètre de l'information requise par la norme IAS 24, s'agissant d'une intermédiation transparente.

Un contrat de collaboration global en matière de recherche et développement est en cours d'élaboration avec QIAGEN et devrait être finalisé à l'automne 2012. Dans cette attente, certaines prestations d'assistance ont été facturées au coût complet sans marge au cours du premier semestre 2012 pour un montant de 59 K€.

Le tableau ci-dessous présente les ventes de kits à des sociétés du groupe QIAGEN :

(Montants en K€)	30.06.2012
ATQ SAGLIK URUNLERI LTD. STI.	174
QIAGEN MANCHESTER LTD	45
Total	219

2-25 : Résultats par action

RÉSULTAT DE BASE

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	30.06.2012	30.06.2011
Résultat de l'exercice (en K€)	2 936	(851)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	5 446	5 066
Résultat de base par action (€/action)	0,54	(0,17)

RÉSULTAT DILUÉ

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif. A la fin de l'exercice 2011, aucun bon de souscription d'action ou bon de souscription de parts de créateur d'entreprise ne demeurait non exercé. Et au 30 juin 2011, les BSA et les BSPCE n'avaient pas d'effet dilutif compte tenu des pertes enregistrées.

	30.06.2012	30.06.2011
Résultat de l'exercice (en K€)	2 936	(851)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	5 446	5 066
Ajustement pour effet dilutif des bons de souscription d'actions	-	-
Résultat de base par action (€/action)	0,54	(0,17)

2-26 : Charges par nature

(Montants en K€)	30.06.2012	30.06.2011
Achats marchandises et matières premières	609	528
Variations de stocks	15	19
Autres achats et charges externes	1 426	1 764
Impôts et taxes	102	79
Salaires et traitements	2 478	2 316
Charges sociales	921	757
Dotations aux amortissements	289	225
Dotations aux provisions	11	9
Autres charges	818	458
Total des charges d'exploitation	6 669	6 155
Charges financières	69	93
Charges exceptionnelles	19	197
Impôt société		
Total des charges	6 757	6 445

2-27 : Informations sectorielles

La Société applique la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Les principales modalités de mise en œuvre de cette norme sont décrites ci-après.

Base d'organisation

La Société est principalement organisée pour le suivi de son chiffre d'affaires sur une base géographique, distinguant l'Amérique du Nord au travers d'IPSOGEN Inc. et le reste du monde au travers d'IPSOGEN SA. Ceci reflète à la fois l'existence de responsables de secteurs distincts dont la coordination des décisions est assurée par le comité exécutif, et des environnements réglementaires spécifiques. Au sein des entités juridiques sont distinguées les zones géographiques significatives.

Le Comité Exécutif ne suit pas d'indicateurs de résultat par entités.

Les charges par fonction font l'objet d'un reporting aux décideurs opérationnels en charge des différentes fonctions (marketing et ventes, recherche et développement, propriété intellectuelle, administration), avec information du Directeur Général.

Jusqu'au 31 décembre 2011, par le biais de contrats de délégation, les revenus de sous-licences étaient comptabilisés au sein de la filiale IPOGEN Inc. Le 1^{er} janvier 2012, ces contrats ont été amendés et les redevances sont à présent reconnues dans le chiffre d'affaires de la société IPSOGEN SA.

Types de produits et de services

Les produits des activités ordinaires du Groupe dans les secteurs géographiques identifiés ci-dessus proviennent, à ce stade de son développement, essentiellement de la commercialisation de tests de diagnostic moléculaire dans le cancer du sang. La commercialisation, réalisée historiquement en direct par la Société, fait désormais également l'objet de contrats de sous-licence aux États-Unis afin d'accélérer la pénétration du marché.

Évaluation des secteurs opérationnels

La performance des secteurs géographiques est essentiellement évaluée par le comité exécutif sur la base du chiffre d'affaires réalisé avec des clients externes au Groupe, pour les principales catégories de biomarqueurs. Aucun client ne représente 10% ou plus du produit des activités ordinaires du Groupe.

Étant établi sur la base des données comptables, le reporting ne présente pas de différence significative avec le compte de résultat.

INFORMATION SECTORIELLE

Chiffre d'affaires par biomarqueurs

(Montants en K€)		Semestre clos le 30 juin 2012	Semestre clos le 30 juin 2011
Biomarqueurs	JAK2	2 984	2 440
	BCR-ABL	1 480	1 091
	Autres	1 213	954
Total Chiffre d'affaires		5 677	4 485

Chiffre d'affaires par entité juridique et zone géographique

(Montants en K€)		Semestre clos le 30.06.2012	Semestre clos le 30.06.2011
IPSOGEN SA*	Chiffre d'affaires France	579	453
	Chiffre d'affaires Union Européenne hors France	1 620	1 246
	Chiffre d'affaires Reste du monde	758	591
IPSOGEN Inc**	Chiffre d'affaires Amérique du nord	1 558	1 161
Licences Amérique du nord		1 162	1 034
Total Chiffre d'affaires		5 677	4 485
IPSOGEN SA	Financements publics de dépenses de recherche France	328	243
Produits opérationnels		6 005	4 728

* hors revenus de sous-licences en 2012

** hors revenus de sous-licences en 2011

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

IPSOGEN

Luminy Biotech Entreprises

Parc Scientifique de Luminy

13009 MARSEILLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Christian DAVOULT

Membre de la Compagnie régionale
d'Aix-en-Provence et Bastia

Le Ponant Littoral – Bat A

7, avenue André Roussin

13016 MARSEILLE

GRANT THORNTON

SA d'Expertise Comptable et

de Commissariat aux Comptes

au capital de 2 297 184 €

inscrite au tableau de l'Ordre de la région

Paris Ile France et membre

de la Compagnie régionale de Paris

RCS Paris B 632 013 843

Siège social :

100, rue de Courcelles

75849 PARIS Cedex 17

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Société IPSOGEN

Période du 01/01/2012 au 30/06/2012

Au Conseil d'administration,

En notre qualité de Commissaires aux comptes et à la demande de la société IPSOGEN, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société IPSOGEN, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

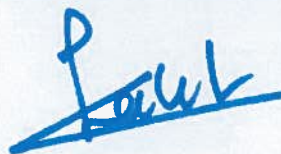
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Marseille, le 3 septembre 2012

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Christian Davoult



Lionel HATET
Associé

Vincent PAPAZIAN
Associé

